

Le Bonnet Rouge

DIRECTION & PUBLICITE
14, rue Drouot (Paris 9)
Téléph. : CENTRAL 69-70

Quotidien Républicain du soir
5 centimes — PARIS ET DEPARTEMENTS — 5 centimes

REDACTION & ADMINISTRATION
142, rue Montmartre (Paris 2)
Téléph. : CENTRAL 80-83

DIRECTEUR :

Miguel ALMEREYDA

Pour la Publicité s'adresser à la Direction
14, rue Drouot, Paris (9)

L'ARMÉE D'ORIENT La Faute à éviter

Le gouvernement a compris. Le Conseil des ministres a décidé d'envoyer à Salonique les troupes, annoncées par le discours de Sir Edward Grey, attendues par l'Europe, et qui décideront de l'avenir de 14 millions de Balkans.

Mais il ne suffit pas d'une décision de principe. L'exécution doit être à la hauteur de la situation, et ce qu'exigent l'intérêt et l'honneur du pays.

L'expérience de l'été 1914, celle de la campagne des Dardanelles en 1915, ont prouvé que la méthode des petits paquets n'avait pas cessé d'être mauvaise et dangereuse depuis que Napoléon en faisait grief à ses généraux.

Sur le front occidental, nous appliquons enfin les leçons de l'expérience.

Nous suivons l'exemple que les Allemands nous ont donné partout où ils ont voulu porter leurs coups.

Nous proportionnons les moyens au but, et nous nous assurons la supériorité sur le point décisif, par le nombre, par l'outillage, par l'organisation.

Nous avons ainsi réussi, sinon à réaliser la percée que nous attendons tous, du moins à affirmer une supériorité démoralisante pour l'adversaire.

A l'heure d'une nouvelle action, le gouvernement ne doit pas oublier les leçons de notre front occidental, si chèrement payées. Il a fait espérer à l'Eu-

rope et à la France que les fautes du passé ne se renouveleraient pas, le jour où il a été appelé au commandement de l'armée d'Orient, un chef promu sur le champ de bataille, où sa résolution et ses qualités militaires avaient acquis depuis l'an dernier l'armée du Kronprinz.

Le gouvernement saura-t-il, en mesurant son effort aux résultats à obtenir, en donnant au général Sarraïl les 150.000 ou 200.000 hommes que Gustave Hervé réclamait pour lui il y a trois jours encore, lui donner dans les Balkans un rôle digne de son passé, digne aussi de la France qu'il va représenter ?

Question tragique, car les Balkans apparaissent à l'heure actuelle comme devant être le théâtre d'une partie décisive : celle qui décidera des relations des alliés avec la Russie et la Serbie au cours du prochain hiver.

Si le Gouvernement ne comprenait pas cela, s'il envoyait quelques régiments de Salonique, il commettrait au point de vue diplomatique comme au point de vue militaire la faute capitale que nous ferait perdre irrémédiablement une partie déjà compromise, mais que nous pouvons encore sauver, avec de la décision, de l'énergie et de l'audace !

Miguel ALMEREYDA

Notre Offensive

Notre offensive se poursuit avec succès sur les deux fronts d'attaque. En Artois, l'ennemi défend, pied à pied, ses derniers retranchements.

L'absence de communications anglaises nous prive, ce matin, d'informations sérieuses relatives à l'attaque de la troisième ligne allemande entre Hulluch et la colline 70. Nous n'avons pour tout aliment que l'écho de nombreux bruits vraiment trop optimistes pour être acceptés et reproduits sans confirmation officielle. Nous ne saurions ainsi rien ajouter à nos précédents commentaires. Sur notre front d'Artois, la lutte semble concentrée sur les hauteurs portant les cotes 119 et 140 d'où l'on domine la cuvette de Lens-Liévin.

Nos troupes tiennent déjà le mamelon de la cote 119 au couchant de Givenchy et celui de la cote 140 au-dessus de Vimy. Il est à présumer que la pression de nos lignes s'exerce également sur la position allemande de Thiéval.

Le village qui porte ce nom s'étend sur le versant occidental de la butte portant la cote 132, à l'emplacement de l'ancien télégraphe optique. Au pied du versant opposé se trouve le village de Farbus, à 2 kilomètres au sud de Vimy. La possession de ce point culminant compléterait les avantages stratégiques que nous confère l'occupation des cotes 119 et 140.

A ce moment, l'ennemi sera définitivement rejeté sur la plaine de Lens à Douai. Tout l'effort de la coopération anglo-française porte actuellement sur la région de Lens. Tant que cette opération ne sera pas accomplie, le développement de l'offensive des alliés se trouvera entravé par le voisinage d'une position adverse puissamment organisée et facilement ravitaillée.

Sur le front de la Champagne, de nouveaux gains territoriaux ont été réalisés sur la Dormoise aux abords de Tahure.

La butte de Tahure sur laquelle nos troupes progressent se dresse sur la rive gauche de la Dormoise et au nord-ouest du village de Tahure.

Entre la route de Mesnil-lez-Hurlus et nos positions de la Messon de Champagne, le front ennemi forme un saillant. C'est sur ce point que porta, hier, l'effort de nos troupes. Il est possible que ce soit dans cette région que se réalisent les prochains succès de notre offensive en Champagne.

COMMUNIQUÉ OFFICIEL

TROIS HEURES

L'ennemi n'a réagi en Artois que par un très violent bombardement de nos nouvelles positions à l'est de Souchez.

En Champagne, nous avons pris pied en plusieurs points, dans les tranchées de la seconde position de défense des Allemands à l'ouest de la butte de Tahure et à l'ouest de la ferme de Navarin.

En ce dernier point, certains éléments de nos troupes ont franchi la ligne allemande et se sont résolument portés au-delà, mais leur progression n'a pu être maintenue en raison de barrages d'artillerie et de feux de flanquement très violents. Nos hommes tiennent fermement les points conquis de la seconde ligne ennemie.

Au sud de Ripont, nous avons élargi et complété la conquête de la première position allemande en enlevant une fraction de l'important organe de soutien dit « ouvrage de la défaite ».

Nuit calme sur tout le reste du front.

Malgré les conditions atmosphériques les plus défavorables, nos escadrilles ont bombardé hier les lignes de communication en arrière du front allemand.

Des obus ont été lancés sur les gares de la vallée de la Suippe, Bazancourt, Warmeriville, Pont-Faverges, Saint-Hilaire-le-Petit, ainsi que sur une colonne en marche près de Somme-Py.

M. Albert Thomas se rencontrera prochainement à Londres avec M. Lloyd George

Londres, 30 septembre. — Du Times ? M. Albert Thomas, sous-secrétaire d'Etat au Département français des munitions, arrivera à Londres la semaine prochaine, pour conférer avec M. Lloyd George.

Sous notre Bonnet

MESURE MESQUINÉ

Nous avons approuvé, d'une façon absolue, l'ordre ministériel qui mettait un terme aux fantaisies vestimentaires des soldats employés dans les bureaux.

Cette mesure était justifiée par les extravagances de certains embusqués. Ce qui est moins explicable, c'est l'application du règlement.

On nous signale que des gardes républicains coupent des ceintures sur les grands boulevards. Ces exécutions publiques ne sont pas sans exciter l'ilarité de la foule.

Il serait plus facile et plus digne de prendre les noms des contrevenants et de les envoyer à la Place qui se chargerait d'administrer les sanctions nécessaires.

NOS BLESSES ET LA TENUE CIVILE

Le 23 septembre 1915, une note du gouvernement militaire de Paris prescrivait le port obligatoire de l'uniforme pour tous les permissionnaires et soldats en congé de convalescence.

Nous ne saurions qu'approuver cette excellente mesure. Mais un grand nombre d'hommes sont, malgré eux, susceptibles de commettre des infractions à ce règlement. Ce sont les blessés convalescents dont les vêtements militaires, criblés de balles, déchirés par les fils de fer barbelés ne peuvent plus être portés. Il en est de même pour ceux qui ont des kakis. D'autres ont perdu leur capote.

Nous pourrions donner des uniformes convenables à toutes ces braves gens ?

CE JOURNAL NE DOIT PAS ÊTRE CRIÉ

Hôtels-Palaces-Hôpitaux

Je suis de ceux qui pensent, — et ils sont l'unanimité en notre pays, — que, dès que tombés, blessés ou malades sur le champ de bataille, nos glorieux soldats doivent être hospitalisés dans des formations sanitaires réalisant un maximum de confort et d'hygiène, ou rien n'est négligé pour hâter le plus délicatement possible la cicatrisation de leurs douloureuses blessures, la guérison de leurs maladies. Oui, je suis de ceux qui pensent ainsi.

Mais, ceci écrit, je veux dire toutefois qu'il y a un abîme qui sépare ces formations-types des somptueux palaces que notre service de santé trop imprévoyant a été obligé de réquisitionner sous la poussée des événements, parlant, en France, en particulier dans nos stations thermales et balnéaires. Je veux dire encore que ces somptueux palaces, aux lambris dorés, sont plus que de grand luxe et que ce grand luxe se traduira, bientôt, pour le budget national, par une formidable augmentation de la dépense. Je veux dire aussi que ce gaspillage ne doit pas être toléré plus longtemps, alors que notre pays subit la rude épreuve budgétaire que chacun sait.

Il n'est pas dans mes intentions d'établir ici la liste numérique complète de nos hôtels-palaces. Non pas que la lecture n'en serait pas très suggestive, oh, non, bien au contraire ! Mais elle serait trop longue, donc trop fastidieuse. Aussi bien d'ailleurs quelques exemples vont-ils amplement suffire pour donner l'idée réelle du vent de désordre qui a soufflé, pour obliger nos gouvernements, je l'espère du moins, à un retour rapide au sens pratique des réalités dont les a par trop écartés une administration par trop imprévoyante je le répète.

A Nice, d'abord, les réquisitions d'hôtel s'élevèrent au chiffre local annuel de 10 millions. A Vichy, ce sont les plus somptueux hôtels en bordure du « parc qui ont été transformés, dès 1914, en hôpitaux complémentaires. A Biarritz, 40 hôtels sur 45 sont réquisitionnés. Et quels hôtels ! Les Princes, le Carlton, le Régina, l'Angleterre, le Palais, le Grand Hôtel qui, à eux deux, réclament un 350.000 fr. pour 250 lits, l'autre 225.000 fr. pour 130 lits ! Arcahon voit ses deux plus beaux hôtels de la « forêt » transformés en hôpitaux.

Je continue : à Deauville, c'est le Royal-Hôtel réclame la bagatelle de 450.000 francs. A Trouville, le Grand Casino municipal, l'Ancien Casino, le Palace exigent, pour 1.200 lits, 1 million 400.000 francs. Et ainsi partout, de l'estuaire de la Seine à Dunkerque, c'est à dire au Havre, Fécamp, Dieppe, Le Tréport, Saint-Vaast-sur-Somme, Bercq, Boulogne.

Admettons que ces unités diverses, j'ai essayé d'amener au total : je suis sûr, à quelques millions près, qu'il se monte, pour l'année, au formidable chiffre de 300 millions. Eh oui, 300 millions, exorbitant pour la location des immeubles.

Il me sera objecté que des commissions d'expertise ont été nommées, partout, pour vérifier les prix demandés par les propriétaires ou les sociétés propriétaires d'hôtel. Il me sera objecté que ces commissions réduiront, à coup sûr, ceux de ces prix qui leur paraîtront exagérés. Entendu ! Mais sans compter que tous les propriétaires n'accepteront pas leurs décisions et que par conséquent des procès suivront, onéreux, je dois maintenant faire entrer ici en ligne de compte un facteur de dépense nouveau et qui fera, hélas, plus que « rétablir » au budget d'Etat le chiffre que les réductions sus-dites en auront enlevé. Ce facteur, c'est la remise en état des lieux !

En effet, de par le cahier des charges passé, le gouvernement s'est engagé à remettre en parfait état, lorsqu'il cessera de les occuper, tous les hôpitaux réquisitionnés. Dès lors, modeste pour un immeuble modeste, n'est-il pas l'évidence absolue que, dans les cas d'urgence en état d'urgence, cette remise en état entraînera une dépense excessive ? Mais incontestablement, oui : car, conçues et établies avec une profusion d'ors et de décors inimaginable, ici, ce seront des parois murales endommagées qu'il faudra rétablir à grand prix ; ce seront de luxueuses tentures qu'il faudra restaurer, repeindre, remettre à neuf, à grand prix encore.

Indépendamment de l'imprévoyance initiale de la 7^e direction du service de santé militaire, cause de cette gabegie budgétaire, je ne puis m'empêcher de déplore, en outre, l'indéfinissable esprit de routine qui l'a mise dans l'impossibilité de remédier ultérieurement au mal. Nos vaillants alliés d'outre-Manche, à l'esprit si merveilleusement organisateur et pratique, ont établi, sur divers points de notre territoire, à Rouen notamment, pour n'en citer qu'un, admirables camps-hôpitaux ne laissant à désirer en rien ni sous aucun rapport, soit que les salles de malades aient été installées sous de-

Dans les Balkans La Bulgarie chercherait à entraîner la Grèce

LA SITUATION BALKANIQUE

Londres, 30 septembre. — De Sofia au Times : « La bonne volonté manifestée par le gouvernement bulgare pour poursuivre les négociations avec les puissances de la Quadruple-Entente est un indice favorable et permet encore d'espérer que la question macédonienne pourra être réglée par des moyens pacifiques. »

« Les dépêches de Bucarest et d'Athènes sont inscrites avec le plus vif intérêt car on attache une très haute importance à l'attitude de la Roumanie et de la Grèce. »

« D'après des lettres reçues de Bucarest, le cabinet Brătianu suivra pour le moment une politique d'expectative, à moins qu'un « fait nouveau » ne se produise ou que le développement de la situation balkanique ne vienne à affecter les intérêts roumains. »

TOUJOURS LES BONNES INTENTIONS !

Amsterdam, 30 septembre. — Suivant un télégramme de Cologne, le roi Ferdinand de Bulgarie a délégué à Athènes et à Bucarest deux envoyés spéciaux, avec mandat de donner aux deux gouvernements l'assurance de ses intentions pacifiques, « lesquelles ne changeraient que si la Serbie attaquait la Bulgarie. »

L'envoyé du souverain à Athènes — dit la dépêche de Cologne — a eu une entrevue avec le roi Constantin en présence de M. Vangelos. Quant à l'envoyé à Bucarest, il a été reçu froidement par le premier ministre, et le roi de Roumanie a refusé de lui accorder une audience.

TENTATIVE DE MARCHANDISE

Lausanne, 30 septembre. — Suivant les Dernières Nouvelles de Munich, le gouvernement bulgare cherche à rallier le gouvernement grec à sa politique, en lui offrant, pour prix de sa neutralité, les territoires serbes de Doiran et de Guergel.

L'ETAT DE SIÈGE BULGARE EST PROCLAMÉ

Genève, 30 septembre. — Le Neues Wiener Journal confirme que l'état de siège vient d'être proclamé pour tout le territoire de la Bulgarie. Toutes les écoles ont été fermées et leurs bâtiments ont été mis à la disposition de l'autorité militaire pour le logement des troupes et le dépôt des approvisionnements. On ne délivre plus aucun passeport pour l'étranger, et la circulation par chemin de fer est interdite aux civils, tous les trains sont réservés au transport des troupes.

LA SERBIE ET LA GRECE ATTAQUERAIENT LA BULGARIE

Roma, 30 septembre. — Des télégrammes parvenus de Sofia à la Tribuna et à l'Udine Nazionale, et publiés ce soir par ces journaux, provoquent une assez vive émotion.

« La Serbie et la Grèce auraient l'intention d'attaquer la Bulgarie sans attendre d'être attaqués par cette puissance. »

« Les courants de l'opinion dénotent qu'en ce moment, la situation de la Bulgarie serait vraiment tragique. »

Censuriana

L'Œuvre est suspendue pour deux jours.

La Victoire des Troupes Franco-Britanniques COMMENT NOS ALLIÉS PRIRENT LOOS

Londres, 29 septembre. — Le correspondant de l'Agence Reuter au Quartier général anglais fournit les indications suivantes sur la bataille de Loos :

L'aube grise qui s'éleva, samedi matin, le long des tranchées anglaises qui courent auprès de Vermelles fut le signal d'un étrange spectacle.

Debout, appuyés contre des parapets, des officiers attendaient, impatients, la mort en mains prêts à lancer leurs hommes en avant à la minute exacte arrêtée avec l'artillerie de l'arrière, dès que les canonniers auraient allongé leur tir.

Les hommes attendaient anxieusement l'arme au pied ; soudain, le son aigu d'un sifflet se répéta le long de la ligne entière. Les hommes bondirent en avant sans que rien pût les arrêter.

La première et la seconde ligne ennemies furent enlevées en moins d'une heure et, à huit heures, un flot de soldats déboucha dans les rues de Loos.

Ce village était protégé par un triple rang de défenses en fils de fer barbelés dont les deux premières lignes ont été très bien détruites par le feu de l'artillerie, mais dont la troisième tenait toujours et fut donc coupée par les hommes se tenant debout complètement exposés au feu de l'ennemi.

BAYONNETTES ET GRENADES

Dans les rues du village, l'ouvrage à la baïonnette et le jet de grenades battaient leur plein.

Un commandant cherchait un refuge de maison en maison ; mais en vain, car aussitôt arrivé à un nouvel abri, une pluie d'obus tombait invariablement autour de lui, l'obligeant à fuir vers de nouvelles pénalités jusqu'à ce que, arrivant enfin à un abri souterrain, ses hommes y surprissent trois Allemands qui furent vite expédiés.

UN OFFICIER ALLEMAND TELEPHONAIT...

Mais le plus drôle de l'affaire, ce fut un officier allemand qui, un autre jour, juste au-dessous du village de Loos, se tenait un officier téléphoniste receveur, l'oreille reliée aux batteries allemandes bombardant Loos.

Bien qu'il sût que le village était occupé par les Anglais, cet homme était resté à son poste et dirigeait le feu contre toutes les maisons où le commandant avait essayé de s'abriter.

Le village lui-même fut très endommagé par le bombardement. Rien autre chose qu'une masse informe de débris, ne reste de l'église.

UN CIMETIERE RETRANCHE

Un grand nombre de pièces de campagne ont été découvertes dans des fosses cimentées. Le cimetière était, en particulier, fortement retranché. Des mirailleurs y étaient très habilement dissimulés.

Les quelques habitants français qui vivaient toujours dans ce village consistaient principalement en femmes auxquelles les autorités militaires anglaises s'empressèrent de donner toute l'assistance nécessaire.

UNE SURPRISE POUR LES ALLEMANDS

L'attaque contre Loos fut une grande surprise pour les Allemands, dont beaucoup sortirent des maisons sans équipements, parfois même sans fusils.

Entraînés par leur élan les nombreux troupes sortant de Loos se précipitèrent ensuite vers la hauteur 70, située à environ 800 mètres à l'est du village, qu'ils escalladèrent dans un dernier effort jusqu'à ce qu'ils furent arrêtés par le feu des mitrailleuses de l'ennemi qui de plus commença à concentrer ses pièces de campagne sur les pentes de la colline.

Les hommes furent aussitôt forcés de s'arrêter et de creuser des tranchées.

Les Serviteurs de l'Etranger La Diffamation tragique

Atroces effets de certaines calomnies de "l'Avant-Guerre"

Daudet diffame, mais refuse de réparer le mal qu'il fait par ses diffamations.

Tous les maîtres, il lance des défis à ses victimes ; il leur offre, avec des airs de bravaque, sûr de lui et de ses propos : « Mais poursuivez-moi donc ! Vous ne voulez pas me traiter devant les tribunaux ? Vous avouez donc que je dis vrai. »

Mais quand quelqu'un s'avise de lui intenter un procès, loin de saisir cette occasion de donner plus de retentissement à ses accusations, loin de s'empresser de sortir ses preuves éclatantes, Daudet se défend, refuse la rencontre, esquive les débats publics par des artifices de procédure et finalement disparaît.

C'est ainsi qu'il se conduisit, nous vous l'avons raconté, dans l'affaire Zoukermann. Entrepreneur de transports, Zoukermann avait été odieusement calomnié par Daudet, il intenta un procès à son diffamateur, mais celui-ci invoqua la prescription et put ainsi « couper » au procès que, dans ses articles, il affectait de réclamer à grands cris.

Arrêté comme espion !

Ce procès, Daudet aurait dû d'autant moins l'éviter que ses diffamations contre Zoukermann avaient eu des effets plus tragiques.

L'homme que Daudet représentait comme un espion au service de l'Allemagne avait été mobilisé dans l'armée française. Tandis que Léon Daudet, son accusateur, ne quitte Paris que pour aller s'esbaudir sur les bords de la Loire, Zoukermann avait répondu à l'appel de la France, sa nouvelle patrie. Il était soldat. En raison de son âge, qui ne lui permettait pas de faire un combattant, il servait comme secrétaire — ce qui vaut encore mieux que de ne pas servir du tout.

Il travaillait, dans son bureau, avec ses camarades, et sous l'œil de ses chefs quand, un jour, quatre hommes en armes entrèrent dans la pièce et se jetèrent sur Zoukermann.

C'étaient des soldats ; ils étaient chargés d'arrêter Zoukermann, sur lequel pesait une accusation d'espionnage.

Les soldats étaient de braves gens, certes, mais un espion, doit-on avoir des ménagements pour un être pareil ? Pas un seul instant ils ne se dirent que peut-être l'accusation n'était pas fondée ; ils agirent avec une violence brutale. Le pauvre Zoukermann fut malmené, bousculé, frappé avant d'être incarcéré.

Une fois en prison, son supplice s'aggrava. C'étaient à chaque instant des injures, des insultes, des menaces.

On se livrait à des jeux sinistres. On annonçait au malheureux son exécution prochaine :

— C'est demain qu'on te fusille, sale Boche.

Il manquait de pain.

Une fois, il se trouva un brave homme qui eut pitié de ce pauvre diable. Il offrit à Zoukermann une cigarette, pour lui marquer quelque sympathie.

Mais, dans sa prison, sous les quolibets, les injures et les coups, ayant sans cesse devant les yeux l'image du peloton d'exécution, Zoukermann avait perdu la tête.

Vers la folie !

Ce geste de pitié lui donna un sens atroce :

— C'est la cigarette qu'on offre aux condamnés, avant de les exécuter, se dit-il.

Il eut alors une scène infiniment douloureuse. Fou de douleur, déchiré à l'idée qu'il était innocent et qu'on allait le fusiller sans le juger, sans l'entendre le malheureux se mit à hurler, à se débattre.

Des officiers accoururent.

Ils comprirent.

Ils firent entendre raison à Zoukermann. Mieux : ils obtinrent que son affaire fût tirée au clair rapidement.

L'accusation était imbécile.

Zoukermann n'eut pas même à comparaître devant un conseil de guerre pour y être acquitté. L'officier instructeur ne trouvant rien à sa charge, rien que l'anonyme écho des misérables et inexistantes diffamations de L'Avant-Guerre, rendit une ordonnance de non-lieu.

Mais, pendant ce temps, de bonnes âmes avaient fait du bon travail. La fille de Zoukermann était ambulancière ; on la laissa, on la persécuta, on finit par lui annoncer que son père, arrêté comme espion, s'était suicidé.

La libération de Zoukermann seule empêcha sa fille de devenir folle.

Une fois libre, Zoukermann se demanda comment avait pu naître l'infâme soupçon, d'où sortait la dénonciation. Il chercha. Il trouva L'Avant-Guerre de Léon Daudet.

— Cet homme me doit une réparation, se dit-il.

Et il poursuivit Daudet en correctionnelle pour diffamation. Il n'invitait à reconnaître qu'il s'était trompé, et à réparer le mal qu'il avait fait.

— Prescription ! répliqua Daudet, en tournant ses fesses de vieux gâble.

A NOS ABONNÉS

L'échéance d'octobre étant l'une des plus importantes de l'année, nous prions instamment ceux de nos abonnés dont l'abonnement expire à cette date de nous adresser dès maintenant leur renouvellement, afin d'éviter tout retard dans la réception du journal.

Bourse de Paris

La liquidation, si l'on peut donner ce nom à l'opération bâtarde effectuée aujourd'hui sur les positions en suspens depuis juillet 1914, s'est passée sans incidents notables. La tendance générale est ferme, subissant sans doute l'influence de nos succès militaires ; les valeurs russes notamment s'inscrivent en plus-value. A signaler une nouvelle hausse de 25 centimes sur notre Rente.

Il y aura une séance de Bourse désormais le samedi, de midi à 2 heures, comme les autres jours.

Fonds d'Etats : Français 3 010 Perpétuel, 60,50 ; 3 112 010, 90,75. — Rente 3 010 1891, 60,50 ; 4 112 010 1909, 77. — Extérieure Espagne 4 010, 87,50. — Italien 3 112 010, 79. — Japonais 1905, 79.

ARRÊTÉ COMME ESPION !

Ce procès, Daudet aurait dû d'autant moins l'éviter que ses diffamations contre Zoukermann avaient eu des effets plus tragiques.

L'homme que Daudet représentait comme un espion au service de l'Allemagne avait été mobilisé dans l'armée française. Tandis que Léon Daudet, son accusateur, ne quitte Paris que pour aller s'esbaudir sur les bords de la Loire, Zoukermann avait répondu à l'appel de la France, sa nouvelle patrie. Il était soldat. En raison de son âge, qui ne lui permettait pas de faire un combattant, il servait comme secrétaire — ce qui vaut encore mieux que de ne pas servir du tout.

Il travaillait, dans son bureau, avec ses camarades, et sous l'œil de ses chefs quand, un jour, quatre hommes en armes entrèrent dans la pièce et se jetèrent sur Zoukermann.

C'étaient des soldats ; ils étaient chargés d'arrêter Zoukermann, sur lequel pesait une accusation d'espionnage.

Les soldats étaient de braves gens, certes, mais un espion, doit-on avoir des ménagements pour un être pareil ? Pas un seul instant ils ne se dirent que peut-être l'accusation n'était pas fondée ; ils agirent avec une violence brutale. Le pauvre Zoukermann fut malmené, bousculé, frappé avant d'être incarcéré.

Une fois en prison, son supplice s'aggrava. C'étaient à chaque instant des injures, des insultes, des menaces.

On se livrait à des jeux sinistres. On annonçait au malheureux son exécution prochaine :

— C'est demain qu'on te fusille, sale Boche.

Il manquait de pain.

Une fois, il se trouva un brave homme qui eut pitié de ce pauvre diable. Il offrit à Zoukermann une cigarette, pour lui marquer quelque sympathie.

Mais, dans sa prison, sous les quolibets, les injures et les coups, ayant sans cesse devant les yeux l'image du peloton d'exécution, Zoukermann avait perdu la tête.

